



Fédération Autonome de la Fonction Publique

COMMUNIQUE

22 mars 2018 : le prochain rendez-vous pour défendre le Service public !

Après la mobilisation unitaire du 10 octobre dernier et l'absence totale de prise en compte par le Gouvernement des revendications exprimées par la FA-FP et les 8 autres organisations représentatives dans la Fonction publique ce jour-là, la FA a pesé de tout son poids pour que soit maintenue la plus large unité syndicale malgré l'approche de l'échéance du 6 décembre prochain.

Depuis le 10 octobre, **la réintroduction du jour de carence** a été actée et la compensation de **l'augmentation de la CSG** s'est mise en place de manière désorganisée et dans un contexte de baisse du pouvoir d'achat. Parallèlement, Action publique 2022 s'oriente vers **la réorganisation profonde des instances de dialogue social, la remise en cause du Statut au travers de l'élargissement des recrutements sous contrat et la rémunération au mérite ainsi que l'incitation à démissionner de la Fonction publique sous forme de départ volontaire dans le but d'atteindre l'objectif de suppression de 120 000 postes** !

A ce jour, le Gouvernement n'apporte :

- Aucune réponse concrète aux difficultés que rencontrent les personnels et les usagers des établissements de soins,
- Aucune prise en compte effective du cri d'alarme lancé au sein des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD),
- Aucune attention particulière à la mobilisation du secteur médico social, en première ligne sur les missions visant les citoyennes et les citoyens les plus démunis.

Cette liste, loin d'être complète, pourrait bien évidemment comporter d'autres exemples en lien avec **les secteurs de l'enseignement, de la gestion de l'eau, des services de secours, de la culture, tous confrontés à de réelles difficultés pour assurer de manière satisfaisante leurs missions de Service public.**

Pour toutes ces raisons, la FA-FP se mobilisera le 22 mars prochain pour :

- Que s'instaure au niveau national un réel dialogue social, respectueux de l'ensemble des partenaires sociaux,
- Que le Gouvernement lance une mission d'évaluation sur la richesse que représente aujourd'hui le Service public et ses 5,4 millions d'agent·e·s notamment en matière de lien social, de solidarité intergénérationnelle et de lutte contre les inégalités,
- Que l'engagement des agent·e·s public·que·s soit enfin reconnu et valorisé en dehors de toute mise en concurrence liée au mérite,
- Que la participation des employeurs publics à la protection sociale complémentaire – Santé et prévoyance – soit rendue obligatoires,
- Que la prise en compte effective des facteurs de pénibilité s'inscrive comme l'une des priorités d'Action publique 2022.

Engagée dans cette action unitaire, la FA-FP continuera de s'impliquer dans tous les espaces de dialogue **afin de faire entendre la voix de toutes celles et ceux qui refusent de renoncer à l'idée d'un Service public fort, porté par des agentes et des agents reconnu·e·s pour la qualité de leur engagement au service de chaque citoyenne et chaque citoyen.**

Autonome, progressiste, solidaire, à la FA un autre syndicalisme est possible !